

## 6 Économie

Entretien avec Juan Torrents, président de la Femoza

## " La zone franche de l'île Mandji sera une référence en Afrique "

Propos recueillis par AJT

Libreville/Gabon

*Invité au Gabon du 7 au 11 septembre 2015, le président de la Fédération mondiale des zones franches (Femoza) revient dans cet entretien accordé à notre rédaction sur les opportunités d'une zone franche.*

• **L'Union : M. Torrents, quel est l'objet de votre visite, à l'invitation des autorités gabonaise ?**

**Juan Torrents.** Il faut déjà dire que je suis président de la Femoza, c'est-à-dire la Fédération mondiale des zones franches, association à but non lucratif créée en 1999 et basée à Genève en Suisse. La Femoza aide au développement des projets de zones franches, leur promotion et permet de faire le lien avec les investisseurs. Nous apportons donc notre expertise au Gabon par la participation à l'implantation du projet, et pour développer le système de gestion, faire la promotion au niveau mondial, aider à trouver des partenariats stratégiques, faire signer des accords de collaboration institutionnelle avec les autres zones franches du monde, entre autres.

Dans ce sens, nous avons eu des entretiens avec les autorités, notamment avec le président de la République, S.E Ali Bongo On-

dimba. Parmi les sujets abordés avec le numéro 1 gabonais figurent la logistique, le transport... Des projets qu'il faudra réaliser au Gabon, et qui apporteront une valeur ajoutée au niveau national. Par conséquent des programmes qui vont développer l'économie. Le développement de la zone franche de l'île Mandji a occupé une place de choix dans nos échanges.

• **Quels sont les avantages pour le Gabon de disposer d'une zone franche à Mandji, alors qu'il en existe déjà à Nkok ?**

— Un pays ou une région peut disposer d'autant de zones économiques que possible. Le plus important est que les activités développées cadrent avec les atouts dont dispose la région. A Mandji par exemple, nous avons étudié différentes activités, dont les activités para-pétrolières. Ce qui n'est pas le cas de Nkok, dont l'activité principale à l'origine est le bois. Ou des filières qui pourraient (...) garantir une rentabilité si on les installait dans d'autres régions. La rentabilité économique est la clé de la création d'une zone franche. Vous savez, les potentialités et la force économiques dont dispose un pays ou une région permettent de décider, s'il faut ou pas créer une zone franche. En outre, une zone franche peut être multi-sectorielle, comme elle peut être spécialisée, en



Photo : AJT

Juan Torrents, président de la Fédération mondiale des zones franches

fonction des potentialités et de la demande du marché.

• **...Finalement, la Zone franche de l'île Mandji se justifie-telle, quand on sait que Nkok n'a pas encore atteint un fonctionnement optimal ?**

— Pour revenir sur les opportunités qu'offre l'exploitation de la zone franche de l'île Mandji, on note plusieurs avantages, aussi bien sur le plan économique, politique que social. Tels que le développement d'activités connexes qui apportent de la valeur ajoutée aux matières pre-

mières, l'exonération des droits de douane pour les produits... Ces espaces améliorent les compétences de la main-d'œuvre, avec des plans de formation permanents, la nationalisation des emplois dans des délais raisonnables, le transfert de technologies qui donne plus de valeur à l'industrie locale, l'amélioration (...) des produits d'exportation. Des effets cumulés qui induisent une augmentation de la sécurité sociale et des impôts, etc.

• **Que faut-il alors pour qu'une ZES soit rentable ?**

— Pour que la zone soit économiquement rentable, il faut qu'il y ait toute la matière de base : la logistique, le savoir-faire de base et la main-d'œuvre de base, pour pouvoir rendre opérationnelle et rentable une zone franche. Et c'est ce qui a effectivement été fait dans le cas de la zone de l'île Mandji. Une étude a été faite sur un nombre d'années, afin de conclure à la rentabilité et à la fiabilité de la zone franche avant de se lancer.

• **Qu'en sera-t-il de la participation des opérateurs locaux dans le développement de cette nouvelle plate-forme ?**

— C'est vrai. La zone franche n'est pas seulement destinée aux grandes entreprises. La PME peut créer des activités annexes pour participer au déve-

loppement de la zone franche. Celles-ci ne sont pas des éléments de concurrence, mais plutôt de complémentarité économique.

Aujourd'hui, les PPP - partenariats public-privé, sont les options adéquates. Parce que, en général, un investisseur qui arrive dans un pays, cherche à avoir toute sorte d'assistance qui peut concourir au bon fonctionnement de son entreprise. Et un opérateur ne vient pas avec toutes les compétences. Il aura donc tendance à solliciter une assistance locale auprès d'autres opérateurs. Les opérateurs ne doivent pas avoir peur des nouveaux qui arrivent.

• **Quel concours peut-on attendre de la Femoza pour le démarrage effectif de la zone franche de l'île Mandji ?**

— A travers ce projet, la Femoza voit le Gabon comme modèle en Afrique, et dans son plan de création d'un couloir triangulaire d'échanges internationaux regroupant l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Vous comprenez donc qu'avec un tel enjeu, il faut réaliser des études, il faut également des financements. Ce sont des étapes qui demandent du temps. Aujourd'hui, nous sommes en phase quasi-démarrage. Les autorités ont pris conscience du projet et ont mis les moyens pour que le projet débute effectivement

## Idées et conjoncture

## L'économie du savoir, l'industrie immatérielle du développement

**LA** rentrée académique arrive à grands pas. Pour les étudiants et parents, l'heure va être à la concrétisation des choix pour l'inscription dans les grandes écoles et établissements d'enseignement supérieur. Si ce n'est déjà fait, pour ceux des parents qui ont anticipé. Le savoir-faire espéré au terme des filières choisies, le niveau du diplôme académique (DUT, DTS, BTS, licence, master, etc.), sont les éléments, en première instance, qui dictent le choix d'un établissement supérieur. Si les parents ont conscience de l'importance de la filière et du niveau d'études, il reste que le prix de la formation, ou la capacité des parents à soutenir financièrement cette dépense dans la durée va constituer l'élément central qui détermine l'investissement dans le capital humain.

Si les attentes des demandeurs en formations professionnelles sont fortes, l'offre de formation au Gabon reste pour le moins discrète à l'échelle du continent. Les classements des meilleurs établissements de management, effectués par le magazine Forbes Afrique, montrent que les établissements d'enseignement supérieur sont absents du Top 100 des références académiques les plus attractives du continent. A l'exception de la FDSE - Faculté de Droit et des Sciences Economiques - de l'université Omar Bongo qui, dans le dernier classement Forbes Afrique, glane deux étoiles sur une échelle de notation qui en compte cinq, parmi les établissements de management en Afrique.

Cette " discrétion " des institutions scolaires supérieures gabonaises, dans le village africain de formation des intelligences de demain, gage de compétitivité pour les ménages, les économies nationales et le développement économique devrait interpeller les fondateurs desdits établissements supérieurs. Dans l'innovation en matière de programmes, l'offre de formation (filières) est quasiment identique. Même si l'on trouve une, récente, dans les domaines du génie industriel et du génie agricole. Il faut d'ailleurs noter, à cet effet, la carence en équipements et même en terme de nombre d'entreprises, pour satisfaire les candidats aux stages. De plus, dans l'optique de drainer un grand nombre d'étudiants, on assiste le plus souvent à des situations où un même établissement offre une pluralité de filières, à telle enseigne qu'on est en droit de s'interroger sur la capacité de celui-ci à proposer une formation de qualité. Enfin, même si cela ne relève pas de leur compétence directe, il appartient à ces écoles de contribuer, par la publication des travaux scientifiques des enseignants, à booster le recrutement des diplômés issus de ces écoles et universités. Ne l'oublions pas, le bond réalisé par les diplômés du second cycle aux États-Unis et dans le monde - obtenus par moins de 10 % des jeunes gens en 1900 et par près de 80 % en 1970 - fut l'un des éléments moteurs de la croissance économique du XX siècle. L'industrie immatérielle, l'économie du savoir est capital pour le développement du Gabon.

Par Innocent M'BADOUMA



Dans le déploiement de leur plan Ambition AXA, AXA Gabon souhaite intégrer l'innovation afin de mieux accompagner et protéger ses clients et devenir ainsi l'assureur préféré de ces derniers. C'est dans cette optique que le Directeur Général d'AXA Gabon, Joël MULLER, a lancé officiellement le 03/07/2015 le paiement des primes d'assurance via Airtel Money.

En plus des moyens traditionnels de paiement (cash, chèque, virement, carte bancaire) les clients peuvent désormais payer via Airtel Money leurs souscriptions et renouvellements dans toutes les agences d'AXA à Libreville et Port-Gentil.

En effet, selon le Directeur Général d'AXA Gabon « les usages et les besoins de nos clients évoluent de manière accélérée et le paiement mobile est en plein essor. AXA Gabon se doit donc de leur offrir des solutions adaptées à leurs besoins et leurs usages. Nos clients peuvent à tout moment entrer en relation avec nous et grâce au savoir-faire d'Airtel Money ils peuvent effectuer leur règlement en agence. »

Cette collaboration va permettre au leader du paiement mobile au GABON d'élargir son réseau des grandes marques ayant intégré cette solution, tout en offrant à AXA un moyen de paiement flexible et sécurisé.

« Nous nous réjouissons de ce partenariat car il s'inscrit dans le long terme. Le faible taux de pénétration de l'assurance au GABON et l'innovation portée par le mobile paiement offrent des perspectives intéressantes. Nous sommes enthousiastes à développer avec notre partenaire AXA Gabon des produits accessibles, bons marchés et répondant aux besoins des gabonaises et des gabonais » a conclu Prince OBIANG NZUE le Directeur Airtel Money.